

16 octobre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'action d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux et sur la politique de réforme, à Bordeaux le 16 octobre 2007.

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Maire, Cher Alain,
Mesdames et Messieurs les Elus,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Chère Roselyne, cher Gérard,

Vous savez, pour moi, c'est très émouvant d'être dans votre ville, à Bordeaux, aux côtés d'Alain JUPPE. C'est émouvant, parce qu'Alain et moi, nous avons commencé ensemble il y a bien longtemps et nous avons porté le même rêve, la même ambition et, au fond, la même idée de la politique et de la France. Il a été Premier ministre de la France, je suis Chef de l'Etat et mon idée a toujours été que nous devons travailler ensemble. Et quelques furent ses responsabilités et les miennes, j'ai toujours poursuivi ce chemin parce que j'ai toujours pensé que les hommes et les femmes de qualité doivent mettre leurs qualités au service de notre pays et que nous avons besoin d'Alain. Il y a les aléas de la vie publique, de la vie politique. Ces aléas, je les connais, je les ai connus, Alain les a connus aussi, mais vous savez, pour moi, être à ses côtés pour la première fois à Bordeaux, en tant que Chef de l'Etat, c'est quelque chose de très émouvant et qui donne un sens à ces trente-cinq années de vie politique que nous avons données à notre pays et à nos idées, Alain et moi. Et puis, Bordeaux, la Gironde, cette terre où je suis venu si souvent, enfant, adolescent... J'ai sillonné ce département à vélo pendant tant d'années. Je suis venu si souvent dans votre ville que je peux porter témoignage de l'intense effort de modernisation que vous avez conduit.

Je trouve que ce que vous avez fait à Bordeaux, il faut le faire dans toute la France. Bordeaux avait besoin de se réveiller, Bordeaux avait besoin de se moderniser, Bordeaux avait besoin de se mettre au standard des grandes capitales d'Europe, parce que les villes comme les entreprises sont soumises à la compétition des autres. Il n'y a pas le choix. Le choix, c'est d'avancer, de changer, de se moderniser ou de mourir. Le choix, c'est de gagner des habitants ou d'en perdre. Et, naturellement, quand on avance vers la modernité, on doit prendre des décisions qui sur le moment sont difficiles mais qui préparent l'avenir. Ce n'est même pas une affaire de gauche ou de droite, c'est simplement une affaire de bon sens. Et c'est ce que nous devons faire aujourd'hui pour notre pays. J'ai voulu le faire, Alain, en ouvrant au maximum la majorité parce que, dans la Cinquième République, le Chef de l'Etat, ce n'est pas le chef de la majorité. Il représente toute la France et si je veux porter des grandes réformes, il faut que nous ayons une grande majorité. Il faut aller chercher les bonnes volontés là où elles se trouvent, les talents là où ils se trouvent. Et ils ne se trouvent pas dans une seule famille politique. Il faut surtout tourner le dos à tout esprit de sectarisme et de clanisme. On a besoin de tout le monde pour faire bouger la France.

Nous allons rentrer dans une période où il faut mettre en oeuvre les réformes, et il faut que les français comprennent ce qui est en cause. Et je veux dire à chacun de ceux qui sont concernés par ces réformes que je ferai en sorte que personne ne se sente humilié, que chacun se sente respecté et considéré. Mais j'ai été élu pour changer la France, je n'ai rien caché avant l'élection, donc je ferai tout après l'élection. C'est une question d'honnêteté, c'est une question de droiture. Il y a des réformes dont chacun sait qu'elles doivent être mises en oeuvre. et qui ne l'ont pas été.

Et bien nous, nous allons le faire, tranquillement mais fortement. J'ai été élu pour cela. Que personne ne doute que je le ferai. J'essaierai de le faire en discutant, en négociant, en comprenant les inquiétudes des uns et des autres. Mais chacun voit bien que cela fait trop longtemps qu'on prend prétexte des ces inquiétudes pour ne pas avancer et, à l'arrivée, tout le monde est stressé. Ce message de modernisation de la France, nous devons le conduire. J'essaie de moderniser dans un esprit de justice.

J'aurai l'occasion, avec Madame Roselyne BACHELOT-MARTIN et Monsieur Gérard LARCHER, accompagné par M. Alain JUPPE, d'aller à l'hôpital de Bordeaux. Parce que la question de l'hôpital est centrale, et la question de la santé est centrale. Et si nous ne bougeons pas, si nous ne réformons pas, c'est l'ensemble de notre système qui ne pourra plus être financé. Pareil pour les retraites. Alors je n'ignore pas que c'est difficile, je suis bien placé pour le savoir, mais c'est justement parce que c'est difficile qu'on nous a mis là où l'on nous a mis.

En plus, venir à Bordeaux, avec ce ciel, si ce n'est pas de la baraka, cela y ressemble ! Alain me dit que cela fait longtemps qu'il fait beau ! Raison de plus : cela ne devait pas continuer et cela a continué.

Alors peut-être que demain il fera moins beau, j'en serais désolé pour vous mais très heureux pour nous. Merci beaucoup.